

COMPTES RENDUS

[Serge Barcellini](#), [Jean-Philippe Baulon](#), [Chantal Metzger](#)

Presses Universitaires de France | « [Guerres mondiales et conflits contemporains](#) »

2020/4 N° 280 | pages 159 à 166

ISSN 0984-2292

ISBN 9782130823308

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2020-4-page-159.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Sur la Seconde Guerre mondiale

Limore Yagil, *Les « Anonymes » de la Résistance en France 1940-1942 : motivations et engagements de la première heure*, SPM, 2019, 460 p.

L'auteure Limore Yagil, historienne franco-israélienne et spécialiste de la France sous l'Occupation, a déjà publié une dizaine d'ouvrages. Depuis les travaux de Robert Paxton, l'historiographie française a développé un discours mettant en accusation les fonctionnaires français appliquant tels des séides les lois et les ordonnances en vigueur pendant l'Occupation. Le commun des Français est également accusé soit de collaborationnisme ou de passivité face aux pires atrocités. Grâce à de nombreux documents d'archives étudiés par Limore Yagil depuis une dizaine d'années, son livre met à mal nombre d'idées reçues et montre que même au cœur du système pétainiste, il était possible de contrevenir aux ordres. Un livre qui met en évidence la diversité des formes et des milieux et des motivations qui pouvaient conduire à résister.

Il est important de rappeler que la résistance ne s'est pas seulement incarnée à Londres dès le 18 juin 1940 ou dans les milieux communistes après le 22 juin 1941. En période de guerre et d'occupation, les attitudes sont plus complexes. On ne peut pas classer uniquement les gens comme « collabos » ou « résistants », il existe de nombreuses zones grises à étudier, pour mieux comprendre notamment comment en France on a sauvé 75 % des juifs, soit beaucoup plus que dans les autres pays de l'Europe occidentale – Hollande, Belgique, Italie notamment. Limore Yagil décrit la résistance au quotidien, la résistance « spontanée » (aider un aviateur allié tombé du ciel, héberger des juifs ou des prisonniers évadés) et la naissance des premiers réseaux. On parle ici d'actes de résistances isolés, sans organisation pour faire comprendre à l'occupant qu'il n'est pas chez lui. Avec des risques énormes, parfaitement acceptés par leurs acteurs. Le livre est un hommage mérité aux « petits », aux « discrets », à ceux qui ont, avec une totale abnégation, manifesté concrètement très tôt et dans le secret leur refus de la défaite.

En treize grands chapitres, l'auteure nous fait connaître par le menu ces innombrables manifestations de « résistance » (dans une acceptation assez large du

terme qui comprend la désobéissance civile). Elle rappelle que dès l'été 1940 les premières actions de sabotage (lignes téléphoniques en particulier) ont lieu, parfois de façon tout à fait artisanale. Elle observe qu'il s'agit souvent d'une résistance locale (frontière suisse, région toulousaine, Bretagne, etc.), professionnelle (les militaires, les médecins, les enseignants, les policiers, artistes, paysans, fonctionnaires) ou nationale (les Belges, les Polonais, etc.), et n'oublie pas la « résistance spirituelle » des membres du clergé, allant de la prise de position personnelle à l'engagement actif, notamment dans les filières d'évasion. Son travail modifie l'idée reçue selon laquelle la majorité de la population se serait « arrangée » avec l'Occupation, voir avec l'Occupant.

Nombreux sont les Français qui ont transgressé la légalité et pratiqué la désobéissance civile sans avoir été pour autant membre d'un réseau ou proche idéologiquement d'un parti. Y compris des fonctionnaires travaillant pour le gouvernement de Vichy (militaires, gendarmes, policiers, agents administratifs). Les classifications « gauche et droite » n'ont aucun sens pour comprendre le phénomène du sauvetage, mais ce sont les attitudes individuelles qui sont durant cette période exceptionnelles. L'auteure ne se focalise pas sur l'appartenance idéologique et politique des uns et des autres pour comprendre. Ce qui est important c'est l'attitude de l'individu, ses liens avec les autres. Tous les résistants n'ont pas pris des risques pour secourir des juifs, et tous les pétainistes n'ont pas dénoncé des juifs et n'ont pas appliqué les lois de Vichy et les ordonnances allemandes pour arrêter et déporter les juifs. Ainsi même des catholiques, parmi les plus réactionnaires, ont pris des risques pour secourir des juifs et ceci dès 1940. Cela ne signifie pas que tous les catholiques sont devenus philosémites, mais certains ont décidé de cacher, de faire passer la ligne de démarcation ou la frontière, à des juifs qui autrement auraient été arrêtés. L'auteure note aussi les efforts déployés au sein de l'armée de Vichy pour camoufler le matériel militaire qui aurait dû être livré à l'occupant et qui a été dissimulé dans des châteaux, des fermes, des monastères.

Limore Yagil note que la résistance civile fut largement plus importante que celle de la résistance « armée ». En 1947, la création du statut de « résistant » a privilégié l'engagement militaire pour incarner l'esprit de résistance, alors que pour Limore Yagil la France fut majoritairement une terre de désobéissance civile. On parle ici d'une « société de non-consentement » comme le dira Geneviève de Gaulle à propos de la désobéissance civile des Français, une société nourrie par des réseaux de solidarités très efficaces, en particulier dans les milieux ruraux.

L'auteure souligne aussi l'importance des jeunes dans cette forme de résistance. Qu'ils soient lycéens, étudiants ou même écoliers pour certains, ils sont nombreux et n'hésitent pas à prendre de gros risques comme messagers, agents de liaisons ou guides dans les zones rurales. D'où l'importance des organisations de jeunesse (laïques ou non) qui deviendront ainsi un véritable terreau pour la résistance. Enfin Limore Yagil n'oublie pas les femmes et rappelle qu'elles furent très nombreuses dans les filières d'évasion, première forme de résistance aux Nazis, comme les religieuses se mobilisant dans les hôpitaux et les hospices.

Cette activité désorganisée faite avec des moyens dérisoires en 1940-1941, permettra à la Résistance de devenir plus « crédible » et « sérieuse » à partir du milieu de l'été 1942. L'auteure termine en disant que c'est en sortant de l'ombre et en redécouvrant cette résistance civile non politisée que l'on pourra mieux comprendre l'évolution de la Résistance et « mieux comprendre notre passé national ». Au total, ce livre est une somme, peut être irremplaçable, sur les diffé-

rents aspects de la première résistance, celle de 1940-1942, en France ; une belle étude qui, au-delà de son intérêt pour notre connaissance de la Résistance, est aussi un hommage mérité aux « petits », aux « discrets », à ceux qui ont, avec une totale abnégation, manifesté concrètement très tôt et dans le secret leur refus de la défaite.

Serge BARCELLINI

Après 1945

Raphaël Ramos, *Une chimère américaine. Genèse de la communauté du renseignement des États-Unis, de la CIA à la NSA*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2018, 214 pages.

Dans quelle mesure les caractéristiques durables d'un appareil de renseignement sont-elles déterminées par ses origines ? Raphaël Ramos répond à cette question à propos des États-Unis dans le livre issu de sa thèse de doctorat, soutenue à l'université Montpellier 3. À cet effet, il se penche sur la présidence Truman (1945-1953) et exploite de nombreuses sources déclassifiées grâce au *Freedom of Information Act* (FOIA). L'étude ne se limite pas à la création de la CIA mais s'étend à l'ensemble des services de renseignement afin de montrer la constitution progressive d'une vaste « communauté du renseignement » aux États-Unis. Elle distingue trois périodes. Dans l'immédiat après-guerre se pose la question de la centralisation du renseignement alors que la paix est revenue. Entre 1947 et 1950, la mise en place d'un nouveau système de renseignement est ralentie par les rivalités qui opposent les différents services en charge de la sécurité nationale. À partir de 1950, sous le choc du début de la guerre en Corée, le système achève sa mue en une « communauté du renseignement ».

Crucial, le sujet n'en reste pas moins aride. Il exige de plonger dans des structures administratives profondément réorganisées à Washington pendant les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale : l'appareil en charge de la défense est refondé, de nouveaux services sont créés, les compétences existantes sont redistribuées et les querelles de personnes ne sont pas anecdotiques. Cette immersion constitue un exercice difficile. Raphaël Ramos réussit le tour de force d'en sortir avec un livre court, clair et convaincant. Il y a là le résultat d'une démarche méticuleuse qui exploite méthodiquement l'abondante littérature produite par la bureaucratie américaine. Mais l'analyse ne se perd pas pour autant dans une accumulation érudite et veille à revenir de manière régulière aux grands enjeux du sujet : l'argumentation générale, solidement étayée, n'est jamais perdue de vue et reste serrée. Enfin, l'ensemble est servi par une écriture élégante, ce qui ne gâche rien.

Plusieurs leçons s'imposent à la lecture de l'ouvrage. Tout d'abord, l'héritage de la Seconde Guerre mondiale fut déterminant, en particulier pour l'acquisition de capacités de renseignement impliqua de surmonter des obstacles de différentes natures. Ceux-ci furent d'abord institutionnels puisque la question de la coordination se posa alors que les agences et les forces armées rivalisaient dans le cadre d'une grande refonte bureaucratique. S'y joignirent des réticences culturelles à

instituer un appareil de renseignement en temps de paix : un attachement aux usages diplomatiques ou la crainte d'une « Gestapo américaine », par exemple. Enfin, des facteurs personnels freinèrent aussi le processus car le président Truman montra d'abord beaucoup de prudence sur le sujet et son choix pour un premier directeur central du renseignement se porta sur une personnalité assez terne, le contre-amiral Hillenkoetter.

En fin de compte, la consolidation d'une véritable communauté du renseignement résulta, en grande partie, des circonstances et de l'action d'un dirigeant hors norme. Les débuts de la Guerre froide et, surtout, la guerre de Corée marquèrent indéniablement un tournant. L'invasion nord-coréenne de 1950 surprit totalement les États-Unis ; les forces armées, le Département d'État et la CIA se rejetèrent la responsabilité d'un fiasco qui fit figure de « nouveau Pearl Harbor ». Le conflit dans la péninsule renouvela par la suite l'intérêt pour le renseignement électromagnétique (la NSA serait créée en 1952). Dans ce contexte d'urgence, le général Bedell Smith devint directeur central du renseignement. Cette nomination s'avéra décisive : Bedell Smith n'était pas seulement un officier auréolé de son prestige d'irremplaçable second d'Eisenhower durant la Seconde Guerre mondiale, il se révéla un chef aussi habile qu'autoritaire, qui pouvait compter sur son entente avec le général Bradley et sur la confiance du président Truman. La communauté du renseignement tenait là son vrai fondateur, lequel procéda à une réorganisation énergique.

Restaient deux questions à trancher : celle de l'articulation entre les multiples services et celle de la fonction majeure revenant à la CIA. L'auteur explique combien les hésitations furent sérieuses entre la solution d'une authentique centralisation et celle d'une simple coopération interministérielle ; le Département d'État et les forces armées s'opposèrent à ce sujet car les militaires souhaitaient contrôler le directeur central et garder l'autorité sur le renseignement électromagnétique. Enfin, la CIA devait-elle avant tout servir d'agence de renseignement ou devenir une agence d'action clandestine, capable de mener des opérations d'influence et des opérations paramilitaires ? Le livre signale, à rebours de l'intuition guidée par les développements ultérieurs, que les réticences furent fortes pour accorder à la CIA la capacité de mener des opérations clandestines ; le général Bedell Smith lui-même donnait la priorité au renseignement et à l'analyse, à l'inverse de son adjoint puis successeur Allen Dulles. Mais la CIA commença par produire du renseignement très médiocre sur l'URSS, et Raphaël Ramos note que c'est donc l'action clandestine qui fut déterminante pour son affirmation.

Difficultés de la centralisation, risques de la confidentialité voire de la clandestinité : les débats reviennent depuis avec régularité sur ces enjeux présents dès les origines de l'appareil de renseignement, « l'objectif d'une communauté du renseignement intégrée, fonctionnant de manière rationnelle et cohérente » faisant figure selon Raphaël Ramos de « chimère américaine ». D'une manière générale, la richesse de cet ouvrage vient confirmer la solidité de l'historiographie française sur le renseignement aux États-Unis. Une nouvelle pierre est ainsi mise à l'édifice, après le livre majeur qu'a publié François David sur la CIA durant les présidences Truman et Eisenhower (*La Naissance de la CIA. L'aigle et le vautour. 1945-1961*, Nouveau Monde Éditions, 2016). Il faut s'en féliciter, s'agissant d'un champ d'étude situé à l'intersection de trois histoires, celles du renseignement, des États-Unis et des relations internationales. On sort ainsi d'un cadre trop étroit-

tement balisé par la loi de Sécurité nationale (1947) et par la loi sur la CIA (1949) pour parvenir à une compréhension fine du sujet.

Jean-Philippe BAULON

Fritz Taubert, *La République démocratique allemande. Le rôle de l'« autre » Allemagne pendant les « événements » (1954 à 1962)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon (EUD), 2010, 301 p.

Hervé Bismuth et Fritz Taubert (dir.), *La guerre d'Algérie et le monde communiste*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014.

L'aspect international de la Guerre d'Algérie a été rarement étudié, à l'exception des travaux pionniers de Klaus-Jürgen Müller et Jean-Paul Cahn *La RFA et la guerre d'Algérie*, publiés en 2004, ou du livre plus récent de Bruna Bagnato, *L'Italia e la guerra d'Algeria*, paru en 2012. Fritz Taubert a voulu dans *la République démocratique allemande. Le rôle de l'« autre » Allemagne pendant les « événements » (1954 à 1962)* décrire les relations complexes existant entre un État structuré, très marqué par son idéologie, la République démocratique allemande (RDA) et une structure post-étatique qui ne relève pas du même monde : le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Jusque-là, victime de stéréotypes car mal connue, la RDA est devenue depuis la chute du mur de Berlin un véritable laboratoire d'histoire contemporaine, à la fois objet et terrain de recherches, mais rares sont celles qui aboutissent à une étude de cette ampleur.

À ces fins, F. Taubert a dépouillé scrupuleusement les archives allemandes et françaises : archives officielles de RDA conservées au *Bundesarchiv* à Berlin, du Service de sécurité de l'État de l'ex-RDA, archives françaises (AMAE, SHD), il a recoupé ces sources avec de précieux témoignages oraux comme ceux de M. Martini, M. Harbi et H. Alleg. Après avoir abordé dans un chapitre liminaire les premiers contacts entre la RDA et l'Algérie à travers le thème des légionnaires allemands rapatriés, il construit son étude autour de deux axes. Le premier s'inscrit autour du thème d'une double reconnaissance : la RDA cherche à se faire reconnaître, elle est prête pour cela à de nombreuses concessions mais pas à toutes les compromissions. Parallèlement le GPRA recherche toutes les aides possibles pour remporter la guerre sur la France, une reconnaissance officielle lui importe peu. Or, et c'est le second axe, des conflits existent entre les deux pays. Ils sont liés à plusieurs facteurs : la présence, en RDA, d'une petite communauté algérienne (environ 400 ouvriers et entre 150 et 200 étudiants), les liens privilégiés existant entre le Parti communiste algérien (PCA) et le *Sozialistische Einheitspartei Deutschland* (SED) et surtout les rapports existants entre le GPRA et la RFA, rapports qui ne peuvent être rompus. Son livre s'achève sur les accords d'Évian, qui entraînent le rapatriement des étudiants en Algérie et sur l'année 1962, qu'il résume parfaitement dans son titre : « année des illusions et des déceptions ».

Pour se faire reconnaître, la RDA veut séduire d'une part les États issus de la décolonisation et d'autre part les mouvements de libération nationale. À ces fins, elle use d'arguments de choc : elle dénigre certes la puissance coloniale, mais aussi la RFA, alliée inconditionnelle de la France qui prépare avec elle une future bombe atomique au Sahara, « la Ruhr africaine ». Selon le gouvernement allemand, il existe, à côté de la RFA, Allemagne militariste (membre de l'OTAN)